

Les 5 derniers chantiers de Juncker

LE RÉSUMÉ

C'est la dernière ligne droite pour la Commission européenne, qui déposera ses dernières propositions législatives pour mai.

Si le gros du travail législatif retombe donc sur les épaules du Parlement et du Conseil de l'UE, la «Commission de la dernière chance» doit soigner sa sortie.

FRÉDÉRIC ROHART

L'équipe de Jean-Claude Juncker faisait sa rentrée mercredi pour ce qui s'annonce une fois de plus comme une phase cruciale pour l'Union européenne. C'est la dernière véritable année de travail pour la «Commission de la dernière chance» – comme son président l'a baptisée, alors que les partis européens désigneront à la fin de l'année leur «spitzenkandidat» pour succéder au Luxembourgeois. La Commission se targue d'avoir déjà présenté «plus de 80%» des propositions législatives prévues au début de son mandat par Jean-Claude Juncker. L'urgence à présent est du côté des deux législateurs – le Parlement et le Conseil européen – chez lesquels les dossiers en attente se sont empilés (la Commission a par exemple présenté 24 propositions législatives depuis 2015 sur le numérique, mais à peine six d'entre elles avaient été adoptées à la fin 2017). Pour les 20% de textes restants, la Commission entend présenter toutes ses propositions législatives au plus tard en mai prochain. On attend par exemple la création d'une Autorité européenne du travail, un cadre pour suivre les progrès en matière d'économie circulaire, ou une proposition sur les déchets plastiques (lire ci-contre). Cinq gros dossiers plus sensibles sont sur le bureau de Juncker.

1. Comblent les deux «trous» du budget

Le départ des Britanniques va creuser un «trou» de 12 à 15 milliards d'euros par an dans le budget de l'Union européenne. Et parallèlement, l'Union doit prendre en charge de nouvelles missions liées au défi migratoire et aux menaces extérieures, évaluées par le commissaire au Budget à une dizaine de milliards d'euros. La Commission européenne doit présenter en mai sa proposition pour le prochain cadre budgétaire pour les années 2021 à 2027 et espère que le mastodonte pourra être adopté avant la fin de la législature. Elle annonce la couleur: ces deux «trous» budgétaires, il faudra les combler pour moitié par de nouvelles rentrées et pour moitié par des réductions de dépenses.

2. Jouer les bons offices pour l'avenir de l'euro

Tout le monde est d'accord pour ré-

former la zone euro, reste à savoir comment. La Commission a déjà mis ses propositions sur la table, la balle est à présent dans le camp des États membres, paralysés dans cette discussion par l'absence de gouvernement à Berlin. Va-t-on enfin adopter un mécanisme commun de protection des dépôts bancaires? Faut-il un ministre européen des Finances, une ligne budgétaire pour la zone euro, avec un nouvel outil financier pour «stabiliser» d'éventuels pays en crise? Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union ont prévu de s'accorder en juin sur un calendrier de réformes «à court, moyen et long terme». La Commission devra jouer les bons offices pour tenter de concilier des positions nationales antagonistes.

3. Remettre la politique migratoire sur les rails

L'équipe Juncker va aussi tenter de sauver sa réponse à la crise migratoire, fondée sur le principe de solidarité entre les États membres. Elle implique la réforme du règlement de Dublin, pour que le traitement des demandes d'asile ne soit plus forcément à charge du pays d'arrivée. La Commission voudrait aussi pérenniser le système de quotas de répartition mis en place pour soulager la Grèce et l'Italie au plus fort de la crise migratoire. Les États membres ambitionnent de trancher cette question en juin et le débat s'annonce houleux, alors que trois pays sont devant la Cour de Justice de l'Union pour avoir refusé de respecter ce principe de solidarité.

4. Démarrer le cas polonais

En décembre, la Commission a ouvert contre la Pologne une procédure inédite pour non-respect de l'État de droit. Poussée à son terme, elle peut en théorie mener à la suspension des droits de vote du pays visé, à condition que l'ensemble des autres États membres en décident ainsi. Mais vu la difficulté d'atteindre cette unanimité, la procédure engagée risque de mener à une impasse si Varsovie décide de ne pas se plier aux injonctions européennes. Une solution serait de créer un levier de pression supplémentaire: certains plaident pour conditionner dans le prochain cadre budgétaire le versement des fonds structurels au respect de l'État de droit.

La Commission annonce par ailleurs «une initiative visant à améliorer le respect de l'État de droit dans l'Union européenne».

5. Transformer l'essai du Brexit

Last but not least, l'acte de divorce avec le Royaume-Uni doit être signé à l'automne de manière à pouvoir entrer en vigueur le 29 mars 2019. La deuxième phase des négociations doit régler les modalités de la séparation, définir la période de transition et baliser les contours de la future relation entre le Royaume-Uni et l'Union.

Une taxe sur le plastique pour renflouer le budget de l'Union

La Commission européenne veut instaurer une taxe sur les plastiques à l'échelle de l'Union et voudrait que les recettes générées viennent directement alimenter le budget communautaire. Le commissaire allemand Günther Oettinger avait déjà plaidé en septembre dans une interview à L'Echo pour rapatrier au niveau européen l'argent généré par le système européen de droits d'émissions de CO₂ (ETS) ou encore mettre en place une taxe carbone européenne. Mercredi, à l'issue de la première réunion de l'année du collège des commissaires, il avance donc une nouvelle proposition: «Une taxe sur les plastiques comme nouvelle source de recettes pour le budget de l'UE et pour réduire les déchets». Il n'a pas donné de détails sur cette taxe: «Nous devons évaluer quelle approche

serait la meilleure: que les fabricants paient au début du cycle de production ou que le paiement ait lieu à la fin de la chaîne de consommation.»

La Chine ferme la porte

En septembre, le vice-président de la Commission Frans Timmermans avait indiqué qu'une taxe sur les déchets plastiques «ne serait pas durable». «La seule méthode durable est de créer du plastique recyclable», avait-il indiqué au Guardian.

Sans faire référence à cette position, le commissaire au Budget a défendu la nécessité de cette taxe par le fait que depuis le 1^{er} janvier, la Chine a fermé son marché aux déchets plastiques. La Chine représentait l'an dernier la moitié des importations mondiales de déchets plastiques et cette décision

force l'Union à réduire drastiquement sa consommation.

Le départ du Royaume-Uni et les nouveaux chantiers confiés à l'Union en matière de sécurité, de défense et de gestion migratoire exigent selon la Commission européenne de dégager 25 milliards d'euros par an. La Commission propose de compenser le volet «Brexit» pour moitié par des coupes dans la structure budgétaire existante (la Politique agricole commune et la politique de cohésion, notamment, mais pas Erasmus et pas la recherche) et pour moitié par de nouveaux financements des États membres. Quant aux «nouvelles missions» de l'Union, Gunther Oettinger plaide pour les financer à 20% par des coupes dans d'autres segments et à 80% par des revenus additionnels. Les États financent le

budget de l'UE à hauteur de 1% du PIB environ. La Commission plaide pour faire passer ce pourcentage entre 1,1 et 1,2%.

F. R.

25 milliards €

Le départ du Royaume-Uni et les nouvelles missions de l'UE vont créer un «trou» de 25 milliards par an dans le budget communautaire. La taxe sur le plastique serait un des éléments qui viendraient le combler.